



**LA PREFETE DE L'ARDECHE**  
**Sous-Préfecture de Largentière**

Bureau des Associations loi 1901  
Affaire suivie par :  
Mme Isabelle GAILLARD  
pref-assospl@ardeche.gouv.fr

Le numéro  
W071007096 est à  
rappeler dans toute  
correspondance

**Récépissé de Déclaration de CREATION**  
**de l'association n° W071007096**

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;  
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

**Le Sous-Préfet**

donne récépissé à **Madame**  
d'une déclaration en date du : **18 janvier 2025**  
faisant connaître la constitution d'une association ayant pour titre :

**WALKING GIRLS**

dont le siège social est situé : 265 rue Gaston Roussel  
07460 Saint-Paul-le-Jeune

Décision prise le : **08 janvier 2025**

Pièces fournies : Procès-verbal  
liste des dirigeants  
Statuts

Largentière, le 21 février 2025

Pour la Préfète

**Pour le sous-préfet de Largentière**  
**Le secrétaire général,**  
**Laurent SABATIER**

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5,6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.